

Henri Calef

**JEAN**

# **MOULIN**

*une vie*



Plon

La<sup>12</sup>

JEAN MOULIN  
UNE VIE

20 juin 1899 - 21 juin 1943

485

8° Ln<sup>24</sup>

93037

JEAN MOULIN

UNE VIE

DL-11-07-1280-204RS

HENRI CALEF

92

45

# JEAN MOULIN

## UNE VIE

20 juin 1899 - 21 juin 1943



PLON

DL-11-07-1980-20465

HENRI CALF

JEAN MOUTIN

UNE VIE

30 juin 1899 - 21 juin 1943



La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa premier de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Librairie Plon, 1980

ISBN : 2-259-00598-5

Le président du gouvernement provisoire de la République  
sur proposition du ministre des Armées

Vu la déclaration du Conseil de l'Ordre en date du  
4 octobre 1946 portant que les nominations du présent  
décret sont faites en conformité des lois, décrets et régle-

*A la mémoire des morts.  
A l'honneur des survivants  
qui ont parcouru le chemin  
de la dignité  
aux côtés d'un des Français  
les plus purs.*

Est décoré de la médaille mili-  
taire pour le jour de la signature du pré-  
sent décret  
M. Jean... chef de mission de première  
classe, sous-officier de l'Armée française, pilote de la  
région d'organisation et unificateur de la Résistance,  
exemple d'indomptable courage, modèle rayonnant de  
sagesse et de cœur inspirateur exaltant à l'épave.  
A commandé en chef devant l'occupant. Tombé le  
14 juin 1947 aux mains de l'ennemi, qui l'a torturé et  
assassiné. Chevalier de la Légion d'honneur, lauréat  
du prix de la Libération avec la désignation de « Caporal  
Mortier », héros légendaire sous les pseudonymes de Rex  
Régis-Max. Appartenance déterminée à l'histoire et à la  
mémoire du pays sous son vrai nom Jean-Michel. Le  
présent décret est inscrit sur le grand livre grand  
du Grand  
ARRETE 2162 Le ministre des Armées et le Grand  
Commissaire de l'Ordre national de la Légion d'honneur  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution  
du présent décret.

Fait à Paris le 5 octobre 1946  
Pour le président du gouvernement provisoire de la République  
Georges FROYET

Le président du gouvernement provisoire de la République

Sur proposition du ministre des Armées

Vu la déclaration du Conseil de l'Ordre en date du 4 octobre 1946, portant que les nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur

Décrète

ARTICLE PREMIER. — Est décoré de la médaille militaire, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret :

M. Jean MOULIN, chargé de mission de première classe, sous-officier de l'Armée française, préfet de la République, organisateur et unificateur de la Résistance, exemple d'indomptable courage, modèle rayonnant de sagesse et de cœur, inspirateur exaltant d'espérance. A commandé en chef devant l'occupant. Tombé le 21 juin 1943 aux mains de l'ennemi, qui l'a torturé et assassiné, chevalier de la Légion d'honneur, fait Compagnon de la Libération sous la désignation de « Caporal Mercier », héros légendaire sous les pseudonymes de Rex, Régis, Max. Appartenant désormais à l'Histoire et à la vénération du pays sous son vrai nom Jean MOULIN.

ARTICLE 2. — Le ministre des Armées et le Grand Chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 5 octobre 1946

Pour le président du gouvernement

provisoire de la République

le ministre des Armées

Georges BIDAULT

Edmond MICHELET

## LES PREMIERES ANNEES

1899 - 1921

Premier jour d'été de la dernière année du dix-neuvième siècle, le 20 juin 1899, naît à Béziers Jean Moulin, au 6 de la rue d'Alsace, dans un immeuble « moderne » dont les balcons donnent sur le Champs-de-Mars, depuis lesquels on peut apercevoir, tout au fond de l'horizon, une subtile bande bleutée. La Méditerranée est là, à portée du regard, à portée de promenade.

Blanche Moulin, une belle jeune femme de trente-deux ans, met au monde son quatrième enfant. De son mariage avec Antoine-Emile Moulin le 2 septembre 1885 à l'âge de dix-huit ans, elle avait eu une première fille morte en bas âge, un garçon, Joseph, en 1888, une seconde fille Laure en 1893. Et voilà que la sage-femme lui présente son second garçon.

Quelques jours plus tard, Antoine-Emile, professeur d'histoire et de lettres modernes, emmène sa famille à Saint-Andiol, bourg situé le long de la route nationale Lyon-Marseille, presque aux confins des départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse à une douzaine de kilomètres d'Avignon. Ils y rejoignent les deux aînés confiés à leur grand-mère maternelle Claire-Eléonore, dite Clarisse Pegne, installée chez une autre de ses filles, Marie Sabatier.

Saint-Andiol est le berceau de la famille Moulin. Un berceau douillet, protégé des morsures acides du mistral par ses rideaux de cyprès. La vie s'y écoule avec bonheur, presque sans histoire, hormis les habituels petits conflits naissant au sein de tout groupement d'êtres humains.

Celui qui, au hasard d'une halte, se décide à emprunter les jolies ruelles de ce bourg, éprouve un sentiment de bonhomie et de paix. Le pays est plat jusqu'au pied des Alpilles, d'une part, et la vallée de la Durance de l'autre. La campagne, riche de vergers et de vignes, a un aspect riant et heureux.

Antoine-Emile Moulin est né à Saint-Andiol. Son père, Jean-Alphonse Moulin, est né à Saint-Andiol. Alphonse rompt avec la tradition familiale de tisserands pour s'établir barbier et agent d'affaires. Au début de la Troisième République, ses opinions républicaines le font militer contre l'Ordre Moral du ministère de Broglie qui de mai 1873 à décembre 1877 tente de faire pièce au « péril social » sous prétexte de conserver à la France ses « chances monarchiques ». Ce péril était constitué par les idées radicales défendues par Gambetta, Louis Blanc, Challemel-Lacour, Paul Bert, Maurice Rouvier, etc.

Considéré comme séditionnaire, Alphonse est incarcéré à Tarascon à la suite du 16 mai 1877 qui vit le président de la République, le maréchal de Mac-Mahon, forcer à la démission le ministère Jules Simon pour avoir laissé la Chambre des députés voter, en première lecture, la publicité des séances des conseils municipaux et la restitution des délits de presse aux jurys. Le duc de Broglie revient à la tête du gouvernement ; un gouvernement de combat, antirépublicain et antidémocrate.

Alphonse avait épousé une jeune et alerte fille du Plan d'Orgon, Marie-Césarine Estrayer, qui lui donnera un fils le 19 avril 1857 : Antoine-Emile, le père de Jean. Marie-Césarine Moulin de santé fragile s'éteindra peu après. Antoine-Emile sera élevé par sa tante Rosalie mariée à un Eparvier, marchand de fromage.

Alphonse souhaite pour son fils une éducation accomplie. Les possibilités d'instruction offertes à cette époque sont limitées. La gratuité et la laïcité de l'enseignement primaire ne sont pas instaurées. Même si cela lui répugne, Alphonse est contraint d'envoyer son fils au petit séminaire d'Avignon.

Antoine-Emile y est pensionnaire. Très vite il s'y déplaît. Il manque de conviction religieuse. C'est un garçon doux mais volontaire. Il a les audaces des timides. Tout comme son père, il se déclare hostile à l'Ordre Moral. Le jour de la distribution des prix au lycée d'Avignon, il organise un chahut pour souligner la présence, dans la salle, du député républicain du département. Ayant obtenu les diplômes d'études secondaires, il s'inscrit à la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence, obtient le brevet Cluny, c'est-à-dire sa licence d'enseignement, et aussitôt est nommé professeur de latin et français au collège de Bédarieux dans l'Hérault.

Tout en accomplissant sa fonction pédagogique avec foi et sérieux, Antoine-Emile Moulin éprouve le besoin de s'intégrer plus avant dans la vie du pays. Le parti radical est en plein essor et sa doctrine généreuse, humaniste, républicaine répond pleinement à ses aspirations. Séduit par les conceptions philosophiques de la libre pensée, diffusée par la franc-maçonnerie, il s'engage dans un cadre et un milieu propices à l'épanouissement de la conscience.

Antoine-Emile revient régulièrement à Saint-Andiol, retrouvant l'atmosphère familiale qui lui est aussi nécessaire que celle de sa vie professionnelle ou de sa vie morale. C'est à Saint-Andiol qu'Antoine-Emile rencontre Blanche Pegne. Le père de Blanche, Pierre Pegne, était boulanger, natif de Cavaillon. Sa mère, Claire-Eléonore, était d'une famille Durand, de Noves. Claire-Eléonore ou Clarisse est une jeune femme de tête, active, autoritaire, impatiente. Son mari, être faible, lymphatique, rêveur, a été attiré par cette jeune fille au caractère opposé au sien. Mais le malheur frappera à la porte. Un matin, le boulanger est trouvé pendu à une poutre de son grenier. Clarisse fera face à ses difficultés avec résolution. Dès qu'elle le peut, elle met ses filles en pension. Marie épousera un garçon Sabatier. Blanche deviendra Madame Antoine-Emile Moulin.

De Bédarieux Antoine-Emile Moulin passe à Béziers, au collège Louis-Blanc. Il devient l'ami du directeur, Emile Izard, chez qui il trouve les mêmes préoccupations morales et politiques que les siennes. Quand éclateront les prémices de ce qui deviendra l'affaire Dreyfus, la réaction d'Antoine-Emile sera immédiate. D'instinct, parce qu'elle est le reflet de sa sensibilité, de son sens de l'humain, de son besoin de justice. Il s'engagera dans le parti des défenseurs de l'officier dégradé dans des conditions insatisfaisantes pour tout esprit soucieux d'équité.

Le 6 juin 1899 les journaux annoncent la création à Paris de la Ligue des Droits de l'homme. La nouvelle enflamme l'imagination d'Antoine-Emile. Lorsqu'une filiale de la Ligue se constitue à Béziers, il est dans les premiers à y adhérer.

Antoine-Emile, radical, franc-maçon, laïque, se plie cependant au désir de sa femme de baptiser le petit Jean. La cérémonie se déroule à Saint-Andiol le 6 août 1899. Le parrain a douze ans et demi, c'est Joseph, le frère aîné ; la marraine a neuf ans, c'est la cousine Jeanne Sabatier.

Cette année 1899 est, du point de vue politique, l'une des plus douloureuses que la France ait connue depuis longtemps. La mort inattendue du président de la République, Félix Faure, les remous provoqués par la candidature d'Emile Loubet et les huées qui l'accueillent à son retour de Versailles le 18 février, la tentative avortée du coup de force imaginé par Paul Déroulède et Marcel Aubert, l'entrée dans le ministère Waldeck-Rousseau d'un socialiste, Alexandre Millerand, faisant profiler la menace de séparation de l'Eglise et de l'Etat tout comme celle de l'instauration de l'impôt sur le revenu constituent autant de sujets qui secouent les Français. Les résonances de l'affaire Dreyfus vibrent agressivement dans les consciences et les âmes.

Tout naturellement, Jean a été conduit au collège Louis-Blanc dans la cour duquel il a pour camarade le fils du directeur,

Georges Izard. Il s'ouvre à la vie. Son espièglerie fait la joie de son frère aîné. Comme dans toute famille, « le petit dernier » est un pôle d'attraction. Laure, fière de son cadet qui a de la séduction, l'entoure de prévenances et ses attentions sont parfois excessives.

Ce qui surprend le plus la famille, c'est la qualité des dessins du jeune garçon dont le chatolement de couleurs, le sens aigu de l'observation, la saisie de la réalité dans son aspect ironique révèlent un caractère certain. Ainsi, à cinq ans, au retour d'une séance de cirque, il trace avec sûreté un croquis qu'il intitule « Bonaparte au cirque ». A peu près à la même époque il croque « le professeur et l'écolier » puis la silhouette d'un « cavalier ». En 1905 il effectue son premier grand voyage et découvre la Côte d'Azur et Nice.

Janvier 1906. Armand Fallières remplace Loubet à la présidence de la République. Les élections générales consolident, en mai, la majorité radicale et voient s'étoffer le groupe des socialistes unifiés dont Jean Jaurès est le chef de file.

Comme à l'habitude, la famille Moulin gagne Saint-Andiol pour les vacances. Famille heureuse dont la vie est réglée au rythme de celle de l'Université. Antoine-Emile va bientôt atteindre la cinquantaine. En ce temps-là un homme de cinquante ans était considéré comme un sage. Ses amis du parti radical voient en lui un conseiller municipal en puissance. Mais, en ce mois de novembre 1906, le destin vient frapper à la porte de la famille.

Au retour de Saint-Andiol, Joseph est tombé gravement malade. Jean est profondément troublé par l'émoi qui étreint les siens. Sa lucidité précoce lui fait percevoir la gravité de la situation. Pour lui éviter le spectacle angoissant de la souffrance, on décide de l'éloigner et on le renvoie à Saint-Andiol où sa grand-mère l'accueille avec une tendresse chaleureuse. L'agonie de Joseph se prolonge, déborde sur l'année 1907 et, malgré une intervention chirurgicale désespérée, s'achève le 2 mars.

Quelques jours plus tard, Jean Moulin suit le cercueil de son frère jusqu'au petit cimetière de Saint-Andiol, auprès de son père qui le tient par la main et qu'il ne quitte pas du regard, admirant la dignité de son comportement et son courage face à une des pires adversités qui puisse frapper un homme.

Tandis que les Moulin vivent leur drame familial, les événements politiques prennent un tour tragique. Les vigneronns du Midi s'agitent. La loi du 29 décembre que Joseph Caillaux avait fait voter perd ses effets apaisants par le retour de la mévente du vin. Des milliers de viticulteurs se mettent à parcourir les cinq départements les plus touchés dont l'Hérault évidemment.

Georges Clemenceau, président du Conseil, au lieu d'opposer la force policière à ces rassemblements, pense plus opportun de

les laisser s'exprimer librement. Contrairement à ses prévisions, des affrontements violents se produisent aboutissant à des échanges de coups de feu. Il prend alors des contre-mesures sévères pour rétablir un ordre qu'il a laissé se détériorer. A Béziers, du balcon de leur appartement, les Moulin assistent au déchaînement des cent cinquante mille manifestants accourus dans la ville pour exprimer leurs protestations. Peu après, les soldats du 17<sup>e</sup> de ligne, envoyés à Narbonne pour s'opposer aux viticulteurs, pactisent avec eux, pillent la poudrière et font marche de retour sur Béziers.

Jean Moulin entend parler pour la première fois de guerre civile. Il découvre un phénomène dont il ne comprend pas toute la portée mais qui ne peut pas ne pas marquer une sensibilité comme la sienne : des Français s'affrontant jusqu'à s'entre-tuer.

Le calme se rétablit enfin dans la région et il ne reste de cet épisode que les couplets du célèbre chansonnier parisien Montéhus :

*Salut, braves pioupious  
Chacun vous admire et vous aime...  
Vous auriez en tirant sur nous  
Assassiné la République.*

La République ! On pouvait la persifler, la brocarder, la railer, la narguer, mais à Béziers on n'accepte pas de la voir bafouée. Ses meilleurs défenseurs sont les radicaux, les héritiers des hommes de 1789, de 1848 ; ceux qui se réclament des idéaux de leurs ancêtres révolutionnaires.

Antoine-Emile Moulin se présente sur la liste radicale aux élections municipales. Il est élu. Il deviendra par la suite adjoint au maire de sa ville.

Jean Moulin poursuit ses études au collège. Malgré une légère différence d'âge il se lie d'amitié solide avec Georges Izard, prolongeant celle unissant leurs pères. Il approche de l'âge de la première communion. Les vœux de sa mère l'emportent sur les réserves de son père. Jean aime les fêtes, il aime rire, s'amuser. Le 12 mai 1910 il se trouve mêlé à ses camarades dans la procession qui, partie de l'église Saint-Vincent, parcourt les ruelles de Saint-Andiol. Mais il gardera pour lui les impressions ressenties au cours de cette journée. Jean n'aime pas se raconter.

Les Moulin sont à Saint-Andiol pour les vacances lorsqu'éclate la nouvelle qui fait aussitôt le tour du village ; à la poste on vient d'afficher le télégramme suivant : « Extrême urgence. Circulaire recommandée. Ordre de mobilisation géné-

rale. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août mille neuf cent quatorze. »

Jean a quinze ans. On ne fait pas la guerre à quinze ans. Antoine-Emile a cinquante-sept ans. On ne fait pas la guerre non plus à cet âge. Le père et le fils vont ressentir, chacun à sa façon, la morsure de l'incapacité de défendre son pays. Si le premier, dès le début de septembre, rejoint Béziers afin d'aider à la transformation du collège Louis-Blanc en hôpital complémentaire, Jean, resté à Saint-Andiol avec sa mère et sa sœur, voit arriver une cinquantaine de familles des régions de l'Est ayant tout abandonné pour fuir les Allemands. Spectacle d'une immense tristesse, propre à frapper l'imagination et marquer le souvenir.

La mobilisation, en cette année 1914, c'est la guerre. La France angoissée suit avidement les premières phases des combats. Les informations cheminent lentement. Et, lorsqu'on se trouve aux antipodes du théâtre des opérations, elles parviennent en partie émoussées de leur densité tragique. Mais l'arrivée des premiers blessés et surtout les visites des maires auprès des familles touchées par la mort rétablissent une cruelle égalité parmi tous les Français.

La conscience que Jean Moulin prend de la guerre s'aiguise à la lumière des épreuves. Le jeune homme ne tient pas de Journal, il n'a pas de propension particulière pour l'écriture. C'est dans le dessin qu'il trouve son moyen d'expression. Le dialogue intérieur est plus rapide, plus fugace aussi.

Il atteint le moment où un garçon commence à regarder les filles. Vers seize ans il trace un dessin de jeune femme dans lequel se découvre non plus son sens caricatural mais la vision de l'idéal féminin. La sienne est idyllique. Finesse de traits, subtilité de l'ombre laissant deviner, au-delà du coup de crayon, une résonance romantique.

Comment ses dessins trouvent-ils le chemin de la publication ? C'est *la Guerre sociale*, le journal de Gustave Hervé, qui la première les accueille. Puis un journal local, *la Baïonnette*, en publie d'autres dont le premier intitulé « Au rapport » paraît le 3 juillet 1915.

Plus le temps passe, plus la guerre avance, plus Jean Moulin s'impatiente de son inutilité. Sa sœur Laure est à Montpellier pour préparer sa licence d'anglais ; son père, devenu vice-président du Conseil général du premier canton de Béziers se consacre à sa tâche civique. Appelé à se rendre à la préfecture à Montpellier, Antoine-Emile rencontre le préfet Causel. Cédant aux instances de son fils, qui vient d'obtenir son baccalauréat, il parle de lui à Causel qui accepte de l'attacher à son cabinet à partir du 4 septembre. Jean touchera un salaire de 100 francs par mois avec la facilité de suivre les cours de droit à la Faculté,

où il retrouve certains de ses camarades de Collège parmi lesquels Georges Izard, Gabriel Marty<sup>1</sup>, François Milhé<sup>2</sup>.

Jean Moulin se pénètre, ainsi, des arcanes de la préfecturale. C'est tout un monde qu'il découvre, dont les règles et les impératifs l'intéressent sans toutefois le passionner. Ce jeune homme, de taille moyenne, mince, possède un charme qui enchante à la fois les fonctionnaires de la préfecture et ses camarades d'université. Ses accès d'humeur ne lui aliènent ni sympathie ni amitié.

A son poste d'attaché de cabinet il dépouille le *Journal officiel* dans lequel il apprend, par exemple, non sans surprise, que Joseph Caillaux, l'instigateur de l'impôt sur le revenu, l'ancien président du Conseil, est poursuivi pour intention criminelle à l'encontre de son pays et incarcéré. Il reste auprès du Préfet jusqu'au 16 avril, veille de son incorporation. Il va pouvoir, enfin, faire comme tous les Français, se battre pour son pays.

La guerre n'est pas finie. Elle a pris, depuis le 2 avril, jour de l'entrée des Etats-Unis dans le conflit, la dimension d'une guerre mondiale. Il accomplit ses classes à Montpellier à un rythme accéléré car les unités du front s'épuisent sous une recrudescence de la pression allemande. Le haut commandement allié a besoin de troupes fraîches pour endiguer la ruée germanique.

Quelques jours avant son départ pour le front, Jean Moulin apprend la mort de sa cousine Jeanne, victime de la grippe espagnole. Il ne peut assister aux obsèques car son départ pour les Vosges est fixé au 20 septembre.

Son unité est cantonnée à Soncourt, bourg aux confins de la Meuse, à moins d'une centaine de kilomètres de Verdun. Sous l'impulsion de Foch les armées alliées passent à la contre-offensive, obligeant les Allemands à se replier derrière la ligne Hindenburg fortement défendue. Les jeunes classes attendent l'arme au pied, prêtes à intervenir. La sonnerie du clairon de l'armistice, le 11 novembre, annonce l'effondrement allemand.

Jean Moulin et ses camarades n'ont pas eu à connaître le baptême du feu. Frustration et soulagement confondus laissent place à l'explosion de joie de la fin de la misère humaine, de la guerre. Jean découvre l'émotion de la victoire. Il remplit son carnet de croquis de ses impressions glanées au hasard de ses déplacements. Metz, Plessis-Trévisé dans la région parisienne, Saint-Andiol en août 1919, en permission, pour embrasser ses parents, Verdun, Châlons-sur-Marne enfin où il est affecté au dépôt de démobilisation du génie. Le 31 octobre il est de retour à Béziers pour être officiellement démobilisé le lendemain.

---

1. Georges Izard et Gabriel Marty seront avec Emmanuel Mounier parmi les fondateurs de la revue *Esprit*.

2. Inscrit au barreau de Nice, nous retrouverons François Milhé.

Au cours de cette période, il est passé par Paris où il a été accueilli par des parents qui tiennent un restaurant à Montparnasse. Il fait la connaissance de Jeannette, leur fille, pour qui il semble éprouver un sentiment tendre. L'intrusion d'un jeune provincial sans fortune et sans situation, aussi sympathique, aussi séduisant fût-il, est regardée avec réserve. D'autant que de son propre aveu il compte reprendre ses études de droit, ce qui le rend inapte à devenir un éventuel successeur du fonds de commerce. Jeannette, au demeurant, est peu romantique.

Selon son habitude, Jean Moulin s'est laissé surprendre par ses rêves. Il ne lui vient pas à l'idée de considérer la différence de situation qui le sépare de la jeune fille. Il s'imagine que les transformations provoquées par la guerre peuvent réduire, sinon détruire, les barrières sociales. On lui fait comprendre son erreur. Cette première déconvenue amoureuse lui laisse un goût amer.

Revenu à Béziers, il se présente à la préfecture. Le nouveau préfet, Pierre Linarès, le reprend aussitôt, dans les mêmes fonctions. Il retrouve, en cette année universitaire 1919-1920, son ami Georges Izard. Leurs liens d'amitié se ressèrent parce qu'ils se découvrent en identité de pensée politique. Pour Georges Izard, cela signifie l'engagement doctrinal et le militantisme ; pour Jean Moulin elle entend l'action civique et le dévouement aux causes sociales et morales. Mais ils partagent la même conception de la vie, dont les lignes de force sont la justice, la liberté, la paix. En un mot, ils sont de gauche.

Deux semaines après l'entrée de Jean Moulin au cabinet du préfet, ont lieu des élections législatives. La Chambre qui sort de la consultation, le 16 novembre 1919, est une Chambre de gauche sanctionnant la confiance du pays à Georges Clemenceau. Deux mois après, Raymond Poincaré abandonne la présidence de la République, au bénéfice de Paul Deschanel qui le 20 janvier 1920 charge Alexandre Millerand de former le nouveau gouvernement.

C'est une constante sociologique, celle du relâchement des mœurs au lendemain d'une guerre. Il se produit une avidité frénétique de vivre. On veut tout oublier. Le culte des héros n'est-il pas une des formes rassurantes de cet oubli ? On les installe sur des piédestaux, morts ou vivants. Assuré, ainsi, d'avoir accompli son devoir de reconnaissance, on part à la conquête de la jouissance des biens de ce monde dont on s'était imaginé être privé à jamais. Ce sont les jeunes qui subissent le plus lourdement les revers de cette philosophie stérile.

La chance de Jean Moulin est de retrouver sa cellule familiale indemne au sortir de quatre années d'épreuves, invulnérable aux secousses d'un modernisme cahotique, fidèle aux valeurs humaines qui sont les assises d'une société démocratique.

La formation du cabinet Millerand a pour conséquence un important mouvement préfectoral. Pierre Linarès quitte l'Hérault pour l'Oise ; il est remplacé par Lacombe venant de Rennes. Le nouveau préfet a un fils de l'âge de Jean Moulin. Les deux jeunes gens sympathisent.

Un mouvement des Jeunesses laïques et républicaines se constitue auquel Jean Moulin adhère. Il est déjà membre du Comité de l'Union générale des étudiants de Montpellier. Il est appelé à faire partie du groupe de réception de Gaston Doumergue venu présider le repas de clôture du premier rassemblement. Il est aussi de ceux qui accueillent Alexandre Millerand en novembre 1921 à la séance finale du Congrès de l'Union générale des étudiants. Il profite de cette rencontre pour tracer le portrait du président. Car le dessin, chez lui, ne perd pas ses droits. Chaque croquis est comme une page de journal. Journal qui ne révèle pourtant pas la partie la plus importante, la plus grave, la plus dense de sa personnalité, dans laquelle, tel un domaine réservé, ne pénètre pas qui veut. Le seul pour qui il s'ouvre, c'est son père. Il existe entre eux un courant intime qui leur permet de se comprendre à demi-mots ou même par le seul échange d'un regard.

Le Secrétaire général de la préfecture, Antoine Maurice Mounier, fait valoir à son préfet les qualités du jeune attaché. Jean Moulin est nommé chef adjoint de cabinet le 20 novembre 1920.

Quelques mois plus tard, les services préfectoraux établissent une fiche de renseignements, dans laquelle on peut lire dans la rubrique « Désirs de l'intéressé : sous-préfet » et dans celle de « l'appréciation du préfet » sur la valeur professionnelle, la valeur morale et les aptitudes de son chef de cabinet :

Monsieur Moulin est en fonction au cabinet de la préfecture de l'Hérault depuis bientôt quatre ans. Il a donné des preuves de dévouement, d'activité, de tact et d'un esprit politique avisé. Il est du reste le fils d'un conseiller général de Béziers très républicain, jouissant dans l'assemblée départementale d'une considération méritée et d'une influence justifiée par ses capacités et son dévouement au bien public.

Fera assurément un bon sous-préfet dès que ses études de droit seront terminées.

Ses études, Jean Moulin les achève la même année, par l'obtention, en juillet, de sa licence de droit. Il s'engage sur une voie qui ne va plus s'imposer à lui, mais dans laquelle c'est lui qui s'imposera. Dès ce moment son choix s'identifie à sa vie. Car, en toutes choses, il répugne aux situations équivoques. Dans ses relations, il pousse la franchise jusqu'à paraître vif, sinon brutal.

Un léger regret l'assombrit cependant. Son ami Georges

Isard part pour Paris afin de préparer à Louis-le-Grand le concours d'entrée à Normale. Il n'aime pas être privé de ses amis.

C'est un trait de son caractère de ne s'engager que pour des causes qui lui paraissent grandes. L'amitié est une de celles-ci. L'amitié implique comme règle première le respect de la personnalité et de la pensée de l'ami.

A vingt-deux ans, Jean Moulin est le produit parfait de la cellule familiale. Ses incursions vers le monde extérieur ont été éphémères et décevantes. Son expérience militaire, par le fait qu'elle n'ait pas débouché sur l'action, l'a laissé insatisfait. Son amour d'expérience sentimentale l'a blessé. Peut-on déjà parler d'expérience politique ? Non, évidemment. Il suit la ligne tracée par son père, avec en plus la rigueur et l'intransigeance de la jeunesse. Il est républicain, laïque. Il a un remarquable esprit de civisme, de droiture et de dignité

## LA PREMIERE MARCHE

1922 - 1925

Chambéry, 20 février 1922

Monsieur le préfet de la Savoie  
à  
Monsieur le ministre de l'Intérieur

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli ampliation de mon arrêté en date du 6 février courant nommant Monsieur Moulin chef de cabinet en remplacement de M. le docteur Robbey nommé sous-préfet à Bonneville.

A.M. Mounier.

L'ancien Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, après un très court passage en Corse, a été nommé le 21 mai 1921 préfet de la Savoie. S'étant pris d'amitié pour Jean Moulin, ayant apprécié ses qualités, il l'appelle auprès de lui dès que l'occasion lui en est fournie.

Pour le jeune homme c'est la section du cordon ombilical qui le reliait encore à sa famille. Il va devoir vivre loin des siens. Comme il le fait en toutes choses, il aborde cette période en pleine conscience de ses responsabilités. Et d'abord répondre à la confiance qui lui est manifestée. Il devient le collaborateur attentif, fidèle, de son « patron ». Il se plonge dans l'étude des dossiers avec lucidité et perspicacité.

Les rapports humains entre ce jeune Méridional « au visage agréable qui semblait à peine sorti de l'adolescence », qui s'empporte parfois « dans le feu de la discussion »<sup>1</sup> et les Savoyards se révèlent d'emblée excellents.

1. Robert Milliat, « L'Épée de nacre », in *Administration*, n° 98, décembre 1977.

Une des fonctions importantes d'un préfet est de représenter le gouvernement au Conseil général du département. Il se doit d'être au courant des mouvements d'opinion, de déterminer les besoins locaux, de savoir dégager la juste mesure des pétitions qui s'expriment contre le pouvoir central.

La France est toujours la proie des remous de l'après-guerre. Les destructions, la transformation des industries, les crises économiques et financières, les déchirements sur le plan de la politique extérieure constituent autant de thèmes de préoccupation pour les Français responsables. Voilà qu'éclate la nouvelle de la signature à Rapallo, le lundi de Pâques 17 avril, d'un traité entre l'Allemagne vaincue et le gouvernement des Soviets. Elle provoque une grosse impression sur les Français. Cette impression est accentuée par le discours que prononce, le 24 avril, le chef du gouvernement Raymond Poincaré à l'ouverture de la session du Conseil général de la Meuse et que toute la presse du lendemain rapporte abondamment :

Ce qui vient de se passer à Gênes<sup>1</sup> confirme singulièrement tout ce que nous savions de l'état d'esprit d'une trop grande partie du Reich et sur ce que j'en disais, ces jours derniers encore à la Chambre des députés. Depuis combien de temps l'Allemagne avait-elle préparé un traité avec les Soviets ? Il consacre en tout cas un rapprochement qui peut devenir demain une menace directe contre la Pologne et une menace indirecte contre nous... Quelle que soit désormais l'attitude de l'Allemagne et de la Russie, il apparaît maintenant à tous les yeux une situation politique qui est de nature à compromettre, peut-être à bouleverser, l'équilibre européen et à laquelle il n'est plus possible de parer définitivement à l'aide de simples formules économiques ou financières.

Le travail ne peut, à lui seul, suffire aux exigences d'un jeune homme. Jean Moulin ressent déjà un sentiment de solitude. De par son éducation, de par ses règles morales, il n'est pas homme à se satisfaire d'aventures faciles. Au surplus, il se trouve dans un monde où l'on reçoit beaucoup et où le charme féminin joue un rôle important dans l'animation des foyers des fonctionnaires de rang. La bourgeoisie préfectorale a ses règles, ses usages, ses coutumes auxquelles il faut se plier si on désire atteindre aux niveaux supérieurs. Jean Moulin est ambitieux, décidé à ne pas s'arrêter en chemin. Le souvenir de Jeannette veille encore en lui. Mettant à profit un congé, il se rend, en mai, à Paris, retrouve la

---

1. La signature du traité de Rapallo s'est produite hors cadre d'une Conférence internationale se déroulant à Gênes qui devait étudier d'une part une aide financière et économique à l'U.R.S.S., d'autre part une éventuelle révision de certaines dispositions du traité de Versailles.

jeune fille, constate qu'elle ne l'a pas oublié. Il reprend espoir. Enthousiaste et naïf, Jean Moulin prie son père d'adresser une demande en mariage à la famille de Jeannette. Le refus auquel il se heurte est poli mais sans appel.

Jean Moulin s'impose l'oubli avec la même fougue qui l'avait lancé dans le rêve. Il découvre d'autres satisfactions, d'autres joies. Il perçoit l'éblouissement des Alpes, du ski. Avec témérité, il s'engage sur les pentes. Le rire, à nouveau, éclaire son visage. Sa séduction retrouve tout son éclat et fait battre les cœurs. Ses aventures, puisque aventures il y a désormais, s'arrêtent cependant au seuil de Chambéry où il continue d'être le chef de cabinet impeccable ne prêtant le flanc à aucun commentaire, à aucun commérage. Lorsque, par incidence, on le plaisante pour l'avoir surpris assidu auprès d'une jeune fille, il sait, par la seule intonation de la voix, mettre un terme à la privauté. Ses nouveaux amis, sensibles à ses qualités de droiture, suspendent leur familiarité. Parmi eux, Jean Saint-Paul, fils d'un conseiller à la préfecture, qui est peintre, lui fait découvrir des domaines ignorés de son art. Jean Moulin lui avoue avoir participé en juillet 1922 à une exposition qui s'était tenue à Chambéry. Ses dessins exposés étaient signés du pseudonyme de Romanin, nom d'un château des Alpes que son père lui avait fait découvrir au cours d'une randonnée autour de Saint-Andiol. Antoine-Emile avait déjà utilisé ce pseudonyme vers 1912 pour titrer un poème dont il était l'auteur<sup>1</sup>.

Jean Moulin approfondit ses connaissances des tâches délicates assurées par ce rouage essentiel de l'Etat que constitue la fonction préfectorale. Ses qualités humaines lui permettent de résoudre les premiers problèmes. Au fur et à mesure que le jeune chef de cabinet avance dans la maîtrise de ses dossiers, il prend de l'autorité, sa personnalité s'affirme. Il se fait respecter ; ce dont, alors, il est à la fois le plus fier et le plus amusé.

L'année 1924 lui fait franchir un pas de plus sur la voie de son métier et de ses connaissances politiques. Des élections législatives se préparent. La préfecture devient un centre bourdonnant, fiévreux, vigilant. C'est l'union des partis de gauche qui obtient, au soir du 11 mai 1924, une victoire qui se révèle, une semaine plus tard, un triomphe.

La nouvelle Chambre, celle du Cartel, voit arriver 108 socialistes, 26 républicains socialistes unis autour de Aristide Briand et Paul Painlevé. Avec 125 élus, les radicaux-socialistes deviennent le parti le plus nombreux de la coalition. Jean Moulin, pour sa modeste part, a œuvré pour ce dernier dont le programme politique et social reflète ses idées.

---

1. Catalogue Exposition Jean-Moulin, musée Goya, Castres, 1963.

Le nouveau gouvernement ne peut être formé que le 14 juin, au lendemain de l'élection du nouveau président de la République, Gaston Doumergue.

Au retour de vacances passées en partie au bord de la mer, Jean Moulin pense venu le moment de poser sa candidature pour une sous-préfecture. Il ressent le besoin d'élargir le champ de ses responsabilités. Il s'en ouvre à son « patron » qui lui promet son appui.

En automne, le jeune chef de cabinet fait une rencontre qui, sans avoir de conséquences sur sa carrière, perturbera cependant son existence.

Il est d'usage que la préfecture donne deux fois par an des réceptions au cours desquelles se retrouvent ou se rencontrent jeunes filles et jeunes gens de la haute et bonne bourgeoisie du département. La première de ces réceptions se déroule dans les salons de l'hôtel préfectoral sous la forme d'un bal, la seconde dans les jardins sous celle d'une garden-party. Jean Moulin assiste à la soirée. Il invite à danser une jeune personne qui ne lui semble pas être de Chambéry. Elle s'appelle Marguerite Cerruty, elle a dix-sept ans et le charme piquant de la beauté du diable. Très vite, et contre toute logique, il tombe amoureux de cette jeune fille qui termine ses études dans un pensionnat parisien. Il sent bien combien cet amour est irrationnel puisqu'il en garde le secret vis-à-vis de ses parents et de sa sœur.

Peut-être est-il encore sensible à la blessure provoquée par l'échec de sa précédente expérience ? Il se comporte comme le ferait un collégien et consacre une année presque entière à cette idylle qui l'entraîne dans son courant tumultueux, s'éloignant un peu des jeux de la politique, sans pourtant rien négliger de ses devoirs administratifs.

La chute du gouvernement du Cartel présidé par Edouard Herriot et son remplacement par celui de Paul Painlevé, le déclenchement de la sédition riffaine d'Abd el-Krim et la répression coûteuse en vies humaines conduite par le général Pétain, la révolte druze en Syrie, et les deuils cruels qu'elle entraîne, contribuent à maintenir un climat d'insécurité, attisé par les confrontations idéologiques des partis politiques. Telle la scission à Tours de l'extrême-gauche et la séparation du groupe des amis de Léon Blum de celui des thuriféraires de Marcel Cachin. Telle l'hostilité opposant les députés aux sénateurs, les uns élus sur le programme politique du Cartel, les autres, conservateurs et réactionnaires, se dressant sourdement contre lui. Telle, enfin, la secousse provoquée par les problèmes financiers dont Joseph Caillaux, réhabilité quelques mois auparavant, nommé ministre des Finances, se posant comme le meilleur technicien et se ménageant les grâces de la Haute Assemblée, préconise des solu-

tions orthodoxes qui se traduisent par ce qu'il appelle « la grande pénitence »<sup>1</sup>.

A la mi-octobre 1925, le Congrès radical, réuni à Nice, est le théâtre d'une extraordinaire joute politique entre Edouard Herriot et Joseph Caillaux. C'est finalement Herriot qui l'emporte. Mais Caillaux ne veut pas se démettre de sa charge de ministre. Paul Painlevé donne donc sa démission pour redevenir président du Conseil dès le lendemain, avec Herriot aux Finances aidé de Georges Bonnet pour qui est créé un nouveau ministère, celui du Budget.

1. La théorie par laquelle il faut infliger au peuple un sentiment de culpabilité régénératrice et générateur de résurrection nationale est un phénomène particulier à une classe politique composée d'éléments hétéroclites, venus d'horizons divers. Comme si macération et mortification constituaient une doctrine pour temps difficiles.

## SOUS-PREFET D'ALBERTVILLE

1925 - 1929

C'est dans un climat politique tourmenté que paraît le décret nommant Jean Moulin sous-préfet d'Albertville.

L'an mil neuf cent vingt-cinq et le vingt novembre, par-devant nous, préfet de la Savoie, s'est présenté M. Moulin Jean, chef de cabinet du préfet, nommé sous-préfet d'Albertville, par décret du 26 octobre 1925 en remplacement de M. Gonzalve nommé sous-préfet de Guingamp.

M. Moulin nous ayant déclaré son titre et présenté sa commission, nous l'avons déclaré installé dans ses fonctions.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal que M. Moulin a signé avec Nous, les jour, mois et an que dessus.

Le sous-préfet  
Jean Moulin

Le préfet de la Savoie  
M. Mounier

« Vous êtes le plus jeune sous-préfet de France », c'est ce que le préfet de la Savoie dit non sans fierté dans l'allocution d'installation qu'il prononce. Il y a pourtant dans sa voix un léger accent de tristesse car il sait que bientôt leurs chemins vont bifurquer et qu'il n'assistera pas à l'ascension de son « protégé ». Il se console, en partie, de le savoir, ou plus exactement de le croire heureux dans sa vie affective. Il est, en effet le seul à qui Moulin s'est ouvert de ses sentiments et de ses intentions, et il a accepté d'être témoin à son mariage.

L'installation à la sous-préfecture se produit à un moment d'inquiétude générale. Le pays est gravement secoué par la crise économique et l'instabilité financière. Désarmés par les mesures édictées par trois ministres des Finances successifs — Louis Loucheur, Paul Doumer, Raoul Perret — les administrés

expriment leurs doléances et viennent chercher des paroles rassurantes chez le représentant de l'autorité centrale. Étonnant apprentissage des problèmes économiques ! Il permet à Jean Moulin de prendre la dimension véritable de la province, de sa sagesse, de sa pondération mais aussi de ses limites. Il en tire une conclusion capitale, c'est qu'il ne suffit pas à un fonctionnaire d'autorité d'ouvrir sa porte aux représentants constitués, mais qu'il faut aller indistinctement vers tous ceux qui ressortissent de son autorité.

Simultanément, il accomplit une première démarche auprès de la mère de la jeune fille, cette Madame Cerruty qu'on lui dépeint comme une espèce d'ogresse intransigeante, furieusement antiradicale, méprisant tout ce qui touche aux institutions et aux hommes de la Troisième République. Puis il se rend à Béziers pour informer ses parents. A leur tour, Antoine-Emile et Blanche Moulin arrivent à Albertville pour affectuer, selon les règles, les démarches officielles de demande en mariage.

Mais l'humeur capricieuse de Madame Cerruty provoque des incidents déplaisants qui heurtent la dignité des Moulin. La date du mariage est reportée à plusieurs reprises. Lorsqu'il surviendra, enfin, le 27 septembre 1926, un des invités à la présence de qui Jean Moulin tenait le plus, le préfet Mounier, retenu dans sa nouvelle préfecture ne pourra se libérer et n'assistera pas à la cérémonie.

Dans l'espoir d'apaiser la hargne de sa future belle-mère, Jean Moulin accepte une dernière exigence. Le mariage civil sera doublé d'une cérémonie religieuse. Il est juste de préciser que, ce faisant, il va d'une part au-devant des vœux secrets de sa mère et répond d'autre part à une attente informulée de l'opinion de son arrondissement, soucieuse du respect d'un certain nombre de principes.

Le nouveau préfet du département, Monsieur Mouchet, lui apporte par sa présence au repas de noces le témoignage de la sympathie active de son équipe, au sein de laquelle il rencontre un presque compatriote, Robert Milliat, originaire de Lodève<sup>1</sup>.

Bien que mon cadet d'un an, écrit Robert Milliat, il me fit bénéficier de son expérience acquise à la préfecture pendant trois ans et nous sympathisâmes ainsi très vite, le « collègue » devenant très vite un ami... La vérité oblige à dire qu'il n'avait pas toujours bon caractère. Dans nos conversations où la politique tenait une assez grande place, il tentait, souvent avec succès, de faire prévaloir son point de vue. Sur ce terrain nous ne suivions pas le même chemin et

1. Robert Milliat : « Souvenirs sur Jean Moulin », in *Administration*, n° 98, décembre 1977. R. Milliat était chef de cabinet du préfet.

nos préférences philosophiques n'étaient pas les mêmes, mais elles n'altéraient en rien notre amitié. Ambitieux il l'était certes, mais qui parmi nous ne l'était pas ? Moulin était secret tant sur ses évasions sentimentales que sur sa tâche administrative ; il prenait plaisir à cultiver le mystère et quand on le regardait causer avec un ami il avait l'air de comploter. Il se sentait assez sûr de lui.

Jeunesse, fidélité intellectuelle, esprit ouvert, homme de caractère, délicatesse de sentiments, discrétion professionnelle, quel plus bel hommage peut être rendu par un « collègue » devenu par la suite préfet lui aussi, et qui n'est pas de même bord politique ? Jean Moulin est radical-socialiste. Il le demeure malgré l'évolution politique que connaît le pays par le fait du retour de Raymond Poincaré à la tête du gouvernement sanctionnant l'échec de l'expérience du Cartel.

Si, pour l'instant, Jean Moulin ne se livre pas à une analyse des causes de cet échec, il n'en demeure pas moins fidèle aux principes qui l'animaient. Ce faisant, il risque de se voir mal noté. Mais ce n'est pas un opportuniste. Librement engagé sur une voie de dignité et de courage, aucune considération de carrière ne le ferait se dédire. Il a appris ce qu'est l'obéissance ; il ne conjugue pas cette notion avec celle de soumission.

La vie du jeune couple est rapidement assombrie par des heurts et des frictions. Et l'amour dégénère, s'effrite, se désagrège, provoquant dans l'âme délicate de Jean Moulin une désespérance qu'il surmonte avec difficulté. Ennemi des confidences de cœur, il garde secrètes les blessures qui l'endolorissent. Sa cousine, Marcelle Sabatier, venue lui rendre visite à Albertville, est la seule à surprendre les signes de la mésentente conjugale. Elle a la finesse de ne pas en faire état.

Et, tandis qu'il subit l'épreuve affective, il doit porter son attention aux événements du quotidien. Fin octobre 1927, le Congrès radical-socialiste qui se tient à Paris élit à sa tête un nouveau président. Edouard Daladier a pour première tâche de préparer les élections législatives de l'année suivante. Toute l'armature préfectorale est mise en état de vigilance, sollicitée de sonder les reins et le cœur du pays. Raymond Poincaré met à profit l'occasion d'une cérémonie franco-italienne pour se rendre en Savoie. Pour la circonstance, Jean Moulin sert d'hôte car c'est l'arrondissement d'Albertville qui en est le théâtre. Le député de l'arrondissement est Antoine Borrel qui jouit de la confiance quasi inconditionnelle de ses mandants. Né d'une famille de cultivateurs, typographe, journaliste, il était le fondateur du journal publié à Annecy *l'Avenir savoyard*, tribune qui lui permettait de développer des idées républicaines et de lutter contre la presse conservatrice du département. Il est une des personnalités les

plus en vue du radicalisme régional et Conseiller général du département. Il sera élu dès le premier tour le 22 avril 1928 contre M. Juzoz.

Si Jean Moulin est sollicité, c'est par la candidature d'un jeune avocat, originaire du canton de Chamonix, qui se présente sous l'étiquette radicale-socialiste à Chambéry contre le député sortant Delachenal. Ce jeune avocat s'appelle Pierre Cot.

Pierre Cot avait milité dans les jeunesses chrétiennes. Il avait fait partie du Sillon de Marc Sangnier. Brillant juriste, il avait obtenu la première place à l'agrégation de droit devant Henry Puget, qui devait devenir maître de requêtes au Conseil d'Etat et son chef de cabinet, et André Garnault. Il se signale tout de suite par un remarquable talent d'orateur et deviendra un brillant debater.

Jean Moulin est très séduit par ce jeune candidat qui défend des idées similaires aux siennes. Pierre Cot dégage une chaleur humaine que renforce un charme intense. Il est direct, brillant, heureux de vivre, toujours prêt à rire. Sa puissance de travail considérable est soutenue par une faculté surprenante d'assimilation. Il devient député de Chambéry.

Passées les semaines fiévreuses pré et post-électorales, Jean Moulin est repris par son drame propre auquel il décide de mettre fin. Début mai il demande le divorce. Le 18 juin il est prononcé « aux torts et griefs de la femme ». Situation assez singulière pour être remarquée. On imagine le degré de douleur et d'exaspération qu'il a dû atteindre pour se résoudre à ce que, pour le moins, justice lui soit rendue. Car à cette époque, les divorces étaient généralement prononcés en faveur de la femme, sauf peut-être lorsque des intérêts financiers considérables étaient en jeu. Tel n'était pas le cas.

La France a voté pour le « juste milieu », écrit *le Journal de Genève* résumant par cette formule simpliste l'opinion de l'étranger. La situation parlementaire se calme. Le chef du parti socialiste Léon Blum a été battu par un adversaire communiste, mais la présidence de la Chambre des députés échoit à Fernand Buisson, un socialiste. Poincaré dispose d'une majorité qualifiée d'union nationale, se réclamant républicaine. En sus du problème monétaire avec lequel les ministres des Finances successifs continuent de jongler, la question qui divise sourdement les principaux courants d'influence est celle de l'école. L'Eglise française ne s'est pas encore remise de sa destitution dans le domaine de l'éducation dont la direction constitue la clef de l'évolution sociale.

La guerre était achevée depuis presque dix ans et cependant la France en subissait encore les effets. Elle avait le désir de vivre heureuse. Elle en avait assez du drame.

Oublier ! C'est le sentiment qu'éprouve Jean Moulin au sortir du cauchemar de son aventure matrimoniale. Il supporte mal le cadre dans lequel il l'a vécu. Il cherche l'évasion. Il dessine beaucoup. C'est de cette époque que date son premier autoportrait. N'est-ce pas la meilleure illustration de la confrontation avec lui-même à laquelle il se livre ? Qu'est-il ? Qui est-il ?

Après un court séjour à Béziers, puis à Saint-Andiol, il effectue de nombreuses incursions à Paris. Il y retrouve son ami Georges Izard qui a définitivement abandonné la carrière universitaire pour faire son droit. Depuis 1925 il était entré au cabinet du député du Finistère Charles Daniélou, ministre dans les gouvernements Aristide Briand de qui il était un des plus proches amis. Charles Daniélou était un républicain libéral.

Jean Moulin rencontre aussi son ancien professeur de droit à Montpellier, Germain Martin devenu ministre<sup>1</sup>, rend visite à Pierre Cot avec qui il se sent en confiance. Confiance réciproque puisque dans les mois suivants on verra le nouveau député à Albertville, venu se renseigner et consulter l'ancien chef de cabinet de la préfecture.

En dépit de cette amitié naissante, Moulin souhaite s'éloigner de la Savoie. Il s'en ouvre à Georges Izard. Il est à remarquer la discrétion des démarches entreprises. Il aurait pu aisément se ménager des introductions auprès des quatre ministres radicaux-socialistes présents au gouvernement. Il n'a pas le goût de l'intrigue et se veut en marge des manœuvres de couloirs. Il ne demande pas de passe-droit mais la reconnaissance de ses droits. Il souhaite être mis sur la liste promotionnelle régulière. Faut-il, encore, que surviennent des circonstances adéquates et surtout la vacance d'un poste du rang.

A partir du 4 novembre 1928, à Angers, se déroule le 25<sup>e</sup> Congrès radical-socialiste. Le parti est la proie d'une sourde lutte intestine. Les partisans de Herriot et ceux de Daladier se disputent avec ardeur, presque avec violence, la prééminence. La confusion qui en découle aboutit à la démission des ministres radicaux du cabinet Poincaré. Du même coup le parti perd la possession du ministère de l'Intérieur.

C'est André Tardieu qui remplace Albert Sarraut. Les journaux s'emplissent de caricatures représentant le nouveau ministre des Finances Henry Chéron. Jean Moulin sacrifie à la mode et brosse, d'un joli coup de crayon spirituel, la silhouette caractéristique. Mais, simultanément, son espoir dans le succès de ses démarches s'estompe. On connaît ses opinions radicales et André Tardieu est réputé pour son hostilité pour les hommes de ce parti. Il s'arme de patience.

1. Un autre de ses professeurs, Paul Bastid, élu parlementaire, était devenu ministre des P.T.T.

Au surplus, il fait comme tout le monde. Il vit. La France, sortie de son cauchemar inflationniste, rassurée par les efforts de ses dirigeants et de sa diplomatie en faveur de la paix, confiante dans cette institution, la Société des Nations, dont on ne cesse de lui parler comme le forum d'où sortira le temps heureux de la suppression définitive de la guerre, indifférente sinon riieuse devant un guignol appelé Benito Mussolini qu'elle ignore être l'instaurateur de la terreur politique, ignorante aussi des rêves tragiques d'un obscur caporal de l'armée autrichienne Hitler, dont le nom commence à se répandre outre-Rhin, la France se laisse aller à la vie facile, au plaisir. La bourgeoisie, petite et grande, perd le sens des valeurs qui faisaient jusqu'alors sa force, et s'abandonne au vertige de toutes les spéculations.

Au cours du premier trimestre de 1929, Jean Moulin reçoit des nouvelles de Georges Izard. C'est une pressante invitation à son mariage avec la fille de Charles Daniélou, Catherine, qui doit se dérouler au mois d'août suivant à Locronan, dans le Finistère, où la famille possède une propriété.

Après avoir présidé, dans son arrondissement, le 14 juillet, les cérémonies habituelles consacrant l'anniversaire de la prise de la Bastille, Jean Moulin effectue un voyage rapide à Saint-Andiol. Antoine-Emile l'entretient de son projet d'écrire une monographie sur le bourg. Jean Moulin se propose de l'illustrer de bois qu'il graverait. Cette collaboration enthousiasme le père et le fils.

Le 26 juillet éclate une nouvelle surprenante. Raymond Poincaré, le président du Conseil, démissionne après trois années consécutives passées à la tête du gouvernement. Il y est contraint par des raisons impérieuses de santé. Gaston Doumergue, le président de la République, demande à Aristide Briand d'assurer la succession.

Jean Moulin part pour Locronan, l'esprit libre de toute préoccupation professionnelle, avec l'intention de découvrir cette Bretagne dont il a entendu beaucoup parler et qui pour un Méridional est entourée d'un mystère attirant.

La réception de la famille Daniélou l'émeut par la chaleur de son accueil. Il fait la connaissance de Louis Daniélou, garçon brillant, intelligent, séduisant, imprégné de cette connaissance particulière que l'on acquiert au contact de tout le potentiel historique d'une région aussi riche de passé qu'est la Bretagne. Il l'écoute parler des légendes de la lande bretonne, des mystères qui planent sur les champs de menhirs et des efforts déployés par le rationalisme moderne pour lui trouver une explication qui se dérobe, ce qui conduit à la rechercher dans le surnaturel.

Ce surnaturel, Madeleine Daniélou, sa mère, lui donne un nom : religion. Mme Daniélou est la fondatrice des Institutions

privées pour jeunes filles dans lesquelles est dispensée une éducation catholique. Elle les dirige avec autorité et un sens du réalisme qui n'a rien à envier à celui de son mari. Charles Daniélou, sur un plan différent, celui du radicalisme étiqueté de gauche, c'est-à-dire tempéré, concilie avec beaucoup d'opportunité le progrès social et le respect des traditions fondamentales. Le mutuel respect de leurs options traduit parfaitement le climat de cette époque chez les Français républicains ennemis de tout sectarisme.

Au cours des fêtes qui consacrent le mariage, Charles Daniélou accorde une oreille amicale aux explications que Jean Moulin lui fournit sur sa situation. Le ministre est très intéressé par ce garçon délicat, discret et si peu « politique ». Homme d'expérience, il devine aussitôt la valeur du jeune homme. Et il promet de « faire quelque chose ». Lorsque, par scrupule, Jean Moulin laisse entendre qu'il craint de n'être pas *persona grata* dans l'entourage de Tardieu, Charles Daniélou, avec un doux sourire, lui répond qu'il « en fait son affaire ». Le principal étant de trouver le poste vacant adéquat. S'il n'est pas rasséréiné sur son avenir, Jean Moulin quitte le Finistère riche de l'amitié qu'on lui a manifestée et de la confirmation d'une vérité première mais essentielle du monde de la politique : la loi de la patience.

## SOUS-PREFET DE CHATEAULIN

1930 - janvier 1933

Le 5 janvier 1930 un décret, signé de Gaston Doumergue et de André Tardieu devenu président du Conseil, nomme Jean Moulin sous-préfet de Châteaulin, en remplacement de M. Dupard, déplacé à la sous-préfecture d'Avallon. Il accède, dans le même temps, à la deuxième classe.

Il n'est pas long à réunir ses affaires, à prendre congé de ses collaborateurs et de ses administrés, à effectuer les visites protocolaires à la préfecture de Chambéry où il laisse des amitiés. Et il s'éloigne de ce cadre où trop de choses lui rappelaient sa déconvenue et sa blessure sentimentale.

Au volant de sa voiture, une Amilcar sport qu'il pilote avec dextérité et parfois témérité, il effectue un crochet par Béziers, s'inquiète auprès de son père de son Histoire de Saint-Andiol. Puis, il traverse la France du sud à l'ouest, fait une halte à Moulins, gagne Quimper.

Le 16 janvier le préfet du Finistère, M. Vatrin, l'installe dans son nouveau poste.

L'année se présente sous de meilleurs auspices. Il organise son travail et prend contact avec les autorités officielles, sénateurs, députés, conseillers généraux, collègues des sous-préfectures voisines : Quimperlé, Morlaix et Brest et tous les présidents et vice-présidents des innombrables sociétés locales toujours prêts à se méfier des nouveaux titulaires de postes importants, sans oublier les maires des localités de son arrondissement. Il cherche à déterminer les courants d'influence, bref, tout ce qui fait la caractéristique de la vie publique.

Il est aidé, encouragé et même patronné par les Daniélou à qui il sait devoir son affectation. Leur propriété se trouve à seize kilomètres de la sous-préfecture. Le mois suivant son installation,

Charles Daniélou devient ministre de la Marine marchande dans le cabinet Camille Chautemps. Porte-parole à la Chambre des députés du groupe de la gauche radicale en 1928-1929, il avait apporté plusieurs fois le soutien de ses amis politiques au gouvernement Poincaré en faveur duquel il avait déposé un ordre du jour de confiance le 29 juin 1929.

Par ailleurs, Madeleine Daniélou, fille du général Clarmorgan, catholique militante, en accordant ouvertement son amitié au jeune sous-préfet coupe court à bien des réserves que certains notables bien-pensants pourraient exprimer à l'égard d'un serviteur de l'Etat que, sournoisement, on dit franc-maçon. C'est le temps où systématiquement tout radical-socialiste est soupçonné d'obédience maçonnique. Il est objet de curiosité. Un sous-préfet célibataire ! C'est chose rare à l'époque. Et on se demande qui présidera aux destinées de sa maison, une maison longue, grise, triste d'apparence, donnant sur le quai ? Qui organisera les réceptions ? Mais il est prêt à affronter tous les commentaires car il se trouve en face de gens plus fermés que lui qui n'est pas si facile à connaître entièrement<sup>1</sup>.

Jean Moulin constitue pour ses nouveaux pairs une agréable surprise. Son intelligence, sa vivacité, sa jeunesse désarment jusqu'au docteur Lancien, sénateur du Finistère, qui avait vu arriver d'un œil méfiant un des soutiens des parlementaires décidés à promouvoir un renouvellement de la politique de la France. Il doit, simultanément, établir de bons rapports avec le second député de son arrondissement, le socialiste Masson.

Les circonstances, comme deux ans auparavant, lui permettent de s'affirmer. Gaston Doumergue doit effectuer une visite officielle dans le département afin de procéder à Brest au lancement du *Dupleix* et d'inaugurer le pont de Plougastel.

Ce 9 octobre 1930, Jean Moulin arbore son bel uniforme de sous-préfet, dans lequel il ressemble à un collégien, afin d'accompagner le président de la République. Il se trouve en compagnie de tous les parlementaires du département, représentant l'entier éventail des opinions politiques, depuis la droite jusqu'à la gauche socialiste. De nombreux ministres se sont déplacés, sous la conduite de André Tardieu qui, depuis le 2 mars, gouverne sans l'appui des radicaux-socialistes.

André Tardieu se montre réservé à l'égard de Jean Moulin à cause de ses opinions politiques, tout en reconnaissant ses qualités d'administrateur. Mais il se produit ce jour-là un phénomène d'apaisement exceptionnel. Ne faut-il pas voir là une conséquence de l'explosion nationaliste qui avait éclaté le mois précédent en Allemagne, à l'issue des élections du 14 septembre révélant en

1. Laure Moulin, in *le Monde*, 12 décembre 1964.

l'espace d'une nuit, au monde entier, un personnage, Hitler et une doctrine, le nazisme ?

Jean Moulin s'applique à gagner la confiance de tous ses administrés sans distinction d'opinion. Dans le même temps, Louis Daniélou lui fait découvrir les qualités et les beautés de sa Bretagne natale. Il connaît beaucoup de monde dans la région ; des écrivains, des poètes, des peintres. Il le présente à Saint-Pol Roux dont le manoir de Coccilian se dresse sur un paysage saisissant, une lande battue par les vents de l'océan.

Les problèmes quotidiens, à résoudre dans l'immédiat, le ramènent à la réalité de la vie de la sous-préfecture. Au surplus, il s'agit pour lui de vivre en dignité dans une période qui ne cesse de se dégrader et d'incliner à la compromission. Il ne peut se renier. Depuis son jeune âge il a été attentif à l'amitié. Celle qu'il trouve chez Louis Daniélou, celle dont fait preuve Madeleine Daniélou, celle, plus bourrue, presque paternelle, de Charles, celles, enfin, qu'il perçoit au hasard de ses rapports, chez ses collaborateurs et ses administrés, lui sont précieuses.

Il a envie de s'exprimer, de créer. Ses élans, il les confiera à son crayon, à son pinceau, à son burin. Il se ménage un atelier, dans la grande maison silencieuse du quai, fait l'acquisition d'un chevalet de peintre, de toiles et consacre, pour la première fois de sa vie, de longues heures à transcrire le double aspect de ses préoccupations intimes.

Avec une fièvre joyeuse il grave les bois des illustrations destinées à l'opuscule de son père. L'ouvrage, pourtant, ne connaîtra jamais son terme. Il sera remplacé par une histoire consacrée à Ernestine de Castellane fille du comte, seigneur de Saint-Andiol par son mariage avec Aglaé de Varadier, qui fut la seconde femme de Fouché.

Au hasard de ses nombreux déplacements pour les exigences de sa fonction, il remplit les feuillets de plusieurs carnets de croquis. Son trait fixe des « scènes de genre » qu'il fait publier, sous le pseudonyme de Romanin, dans *le Journal amusant*, dans *le Rire*, dans *Ric et Rac* et même dans *Gringoire*. La plus révélatrice de ces œuvrettes n'est-elle pas l'aquarelle parue le 11 octobre 1930 intitulée « Un bel enterrement » avec comme sous-titre « en attendant la veuve », dans laquelle un œil avisé peut retrouver des traits qui hantent peut-être encore ses souvenirs ?

A Paris, Jean Moulin aime à fréquenter Montparnasse où se retrouvent artistes, écrivains, acteurs, gens de théâtre. La liberté des mœurs caractérise les rapports entre femmes et hommes. On danse beaucoup dans des boîtes de nuit. Après le fox-trot, c'est le tango qui devient le complice de bien des aventures. Jean Moulin est excellent danseur. Sa séduction, son charme, son léger accent méridional lui valent des succès auxquels aucune femme

ne reste insensible. Cependant il n'envisage pas de se ménager un pied-à-terre dans la capitale, ses moyens ne le lui permettant pas.

Louis Daniélou vient à Locronan chaque fois qu'il le peut. Il entraîne son ami Moulin dans des courses à travers landes et paysages tourmentés, le faisant communier aux sources les plus secrètes d'un pays ponctué de calvaires, stations et croix votives.

Insensiblement, Jean Moulin s'imprègne d'un symbolisme latent qui lui fait prendre la mesure de son destin. C'est un homme qui s'avance vers les horizons ouverts aux êtres de bonne volonté.

En cette fin d'année 1930, Charles Daniélou reçoit à nouveau le portefeuille de la Marine marchande dans le cabinet Théodore Steeg qui marque le retour au pouvoir du parti radical-socialiste. C'est un ministère de gauche dans une Chambre à majorité de droite, contradiction à laquelle les Français commencent à s'habituer.

Accepté par tous, Jean Moulin peut envisager, en ce début de 1931, l'avenir de sa carrière avec sérénité. Il agrmente sa maison de fonction d'objets découverts chez les antiquaires. Il a acheté une vieille horloge, deux armoires paysannes, un coffre ancien, de la vaisselle. Ce sont là indications rassurantes pour les familles bourgeoises et bien-pensantes. En province, un homme qui s'installe jouit de la considération de ses concitoyens. Ainsi, ce garçon sympathique devient un garçon « très bien ». Il ne prête le flanc à aucune critique sur le plan de la vie privée et la caution de l'amitié de Madeleine Daniélou le fait considérer comme un éventuel « bon parti ». Malheureusement on le sait divorcé et les préjugés sont encore trop solidement ancrés pour être transgressés d'un cœur léger. Mais Jean Moulin ne songe nullement au mariage.

Déjà au cabinet Steeg a succédé un cabinet Pierre Laval. Ancien syndicaliste, ancien socialiste, le nouveau président du Conseil s'exprime avec une souplesse rassurante et une humilité désarmante. Pourtant le parti radical-socialiste refuse de collaborer à son ministère. Laval promet de faire une politique d'inspiration évolutive. C'est une expression qui sonne bien et permet toutes les interprétations. Sa véritable grande épreuve, au-delà de ses confrontations parlementaires dont il sait pouvoir contrôler les accès grâce à son habileté manœuvrière, sera l'élection présidentielle, le mandat de Gaston Doumergue se terminant le 13 juin 1931.

Jean Moulin connaît, par les Daniélou, le désir d'Aristide Briand de se présenter à la première charge de l'Etat.

Si on accorde au ministre des Affaires étrangères une confiance admirative pour sa politique de paix, on craint sa soif de conci-

liation tant à l'égard de l'Angleterre que face aux Allemands. Il n'y a donc à son sujet ni courant prononcé ni élan qui font les élections brillantes. L'appui que lui apportent Léon Blum et les socialistes cristallise les voix réactionnaires, dites nationales, autour du président du Sénat, Paul Doumer, homme intègre et austère, auréolé du triste privilège d'avoir perdu ses quatre fils à la guerre de 1914-1918.

Le 13 mai 1931, à Versailles, les parlementaires réunis en Congrès se prononcent pour Paul Doumer qui prend ainsi sa revanche sur son échec contre Fallières.

L'opinion française est très peu émue par le nouveau titulaire de l'Élysée. Son apparence glabre et froide est à peine contrebalancée par le poids de douleur qui l'accompagne comme son ombre. La France entre dans la période des vacances scolaires et remet à plus tard son souci des problèmes de l'heure.

Jean Moulin n'a plus à traiter que de questions mineures et à préparer les dossiers de la rentrée. Cela lui laisse du temps de libre. Il le met à profit pour se détendre, voir ses amis, lire et dessiner. Comme à son habitude, il effectue un séjour à Saint-Andiol. Il a ainsi l'occasion de longues conversations avec son père. Leur analyse de la situation les alarme. Outre-Rhin, le parti de Hitler recueille les fruits de sa démagogie qui flatte les instincts les plus bas d'une population nostalgique de force et de puissance. L'organisation du parti nazi fait tache d'huile, et donne naissance à des apprentis sorciers de l'autoritarisme. La France républicaine peut-elle s'abandonner à une dictature aux couleurs tricolores, s'interrogent-ils. La dénonciation incessante du parti radical-socialiste des tentatives de la réaction et ses appels à la vigilance les rassurent. Car l'ordre en France ne peut qu'être républicain, fondé sur les grands principes de la Révolution Française.

Un autre thème de leurs conversations a trait à la littérature et à l'art. Conjointement à son livre sur Ernestine de Castellane, Antoine-Emile prépare un travail sur le passage du maréchal Brune à Saint-Andiol où se décida son sort tragique.

Jean Moulin parle de sa vie en Bretagne, de ses diverses rencontres, du médecin du service de l'hygiène du Finistère, le docteur Tuset chez qui il a l'occasion de parler de poésie et de peinture. Il y a fait connaissance d'un autre médecin, le docteur Destouches, mais cette rencontre ne semble avoir marqué ni l'un ni l'autre des deux hommes. Car si, par la suite, Jean Moulin a pu lire avec intérêt le *Voyage au bout de la nuit*, L.-F. Céline ne fut même pas effleuré par le souvenir du jeune sous-préfet, le jour où il entendit mentionner l'acte d'honneur du préfet d'Eure-et-Loir.

Jean Moulin découvre à cette époque l'œuvre de Tristan Cor-

bière. On ne peut nier l'importance de cette rencontre pour l'épanouissement de sa sensibilité. Extraordinaire confrontation de deux âmes si dissemblables d'apparence. Pourtant, un lien mystérieux devait s'établir entre la réflexion contenue et maîtrisée de l'un et l'esprit tumultueux, blessé, douloureux, tragique, superbe de l'autre, traînant sa mort comme une croix écrasante, de station en station, tandis que s'élève la prière à sainte Anne :

*O toi qui recouvrais la cendre  
Toi qui fus là, seule pour faire  
Son maillot neuf à Bethléem  
Et là pour coudre son suaire  
Douloureux à Jérusalem.*

Sainte Anne la Palud, Jean Moulin s'y rend assurément le 27 août pour assister au Pardon. Le déploiement de la foule des pénitents et pénitentes, des spectateurs sincères et des curieux apathiques, tout le rite de la procession le marquent au point de demeurer présents en lui et d'inspirer son imagination créatrice, trois ans plus tard, au moment où il composera les planches destinées à illustrer *Armor*, un poème de Tristan Corbière. Il mêlera l'innocence et le vice, la contrition et l'exaltation impudique, la vie et la mort.

Si, de par ses fonctions, Jean Moulin est appelé à rencontrer beaucoup de monde, sa vie n'en demeure pas moins un domaine réservé à l'accès duquel il veille jalousement, n'y accueillant que des individualités de choix. Sa sœur dit de lui : « On le découvrirait peu à peu ; il fallait devenir de ses intimes pour pénétrer toute sa pensée <sup>1</sup>. » Un homme cependant décèle la qualité particulière de ce jeune fonctionnaire, à la fois timide et entreprenant, c'est Max Jacob qui dit de lui : « C'est un homme exceptionnel... au destin hors série <sup>2</sup>. »

À Châteaulin il prépare les élections législatives de mai 1932. Charles Daniélou se représente, évidemment. Mais un douloureux contretemps survient. Aristide Briand dont la santé est très ébranlée quitte le gouvernement de Pierre Laval. Celui-ci profite de la circonstance pour tenter de réintroduire les radicaux-socialistes dans son cabinet. Mais le maintien d'André Tardieu dans le gouvernement justifie à lui seul leur refus. Le troisième ministre Laval se présente le 13 janvier 1932 et obtient la confiance des Assemblées. Pierre Cathala, un homme de Pierre Laval, prend en charge le ministère de l'Intérieur. Les préoccupations interna-

1. Laure Moulin, in *le Monde*, 12 décembre 1964.

2. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, in *Voix et Visages*, juillet-octobre 1972.

tionales ne distraient pas le président du Conseil des préoccupations électoralistes.

Le 2 février s'ouvre à Genève la Conférence du désarmement. D'entrée, se manifeste la confrontation franco-allemande. Les Français, avec à leur tête André Tardieu, proposent la création d'une force internationale de dissuasion « préventive et répressive », renforcée par une déclaration sur l'état des armements de tous les pays présents à la conférence. Les Allemands veulent obtenir la réduction des armements de tous les pays proportionnellement aux leurs. La Conférence du désarmement se mue en Commission générale chargée de trouver un compromis entre les thèses en présence. La délégation française est composée de hauts fonctionnaires parmi lesquels Louis Joxe, le contrôleur général R. Jacomet, le commandant Vautrin, le capitaine Perillier et de parlementaires juristes dont Pierre Cot qui par ses interventions à la tribune de la Société des Nations attire un auditoire attentif composé non seulement de diplomates étrangers mais aussi de Français des départements limitrophes que la politique ne laisse pas indifférents. Parmi eux un jeune fonctionnaire des douanes de Saint-Gingolph, poste frontière entre la France et la Suisse, Gaston Cusin, militant du syndicat des Douanes, qui se consacre également à des études pour la Fédération des fonctionnaires en liaison avec les délégués français au B.I.T. (Bureau International du Travail), et prépare, conjointement, le « second » concours de l'inspection des Finances.

Le 7 mars 1932 la diplomatie internationale et la classe politique française sont en deuil. Aristide Briand disparaît. Sénateurs et députés déclarent unanimement que l'homme « avait bien mérité de la patrie » et lui réservent des obsèques nationales. André Tardieu prononce un discours de circonstance dans lequel on sent poindre des préoccupations électorales. Il déploie toutes les habiletés de sa brillante intelligence sans cependant emporter la conviction. Les rapports provenant des préfectures traduisent scepticisme et circonspection. Comme si la France appréhendait d'instinct le retour de la droite au pouvoir. Une partie importante du corps électoral est heurtée par les véritables intentions qui animent le chef du gouvernement : briser l'accord réalisé par les deux formations démocratiques, les radicaux-socialistes et les socialistes.

Nul n'ignore, dans le Finistère, les sympathies de Jean Moulin pour la candidature de Charles Daniélou. Mais son engagement est commandé davantage par sa fidélité à l'amitié que par la soumission à un mot d'ordre. En effet, Charles Daniélou n'est pas membre du parti radical-socialiste, son parti, celui de la gauche radicale, s'était à de nombreuses reprises dissocié de lui, principalement à l'époque des cabinets Poincaré.

C'est au lendemain de l'ouverture officielle de la campagne électorale que se déroule le second tour des élections présidentielles allemandes qui enregistre la montée vertigineuse du parti nazi. Hitler obtient plus de 40 % des voix contre 53 % au vieux maréchal Hindenburg. Mais la menace diffuse qui se lève à l'est laisse l'opinion française quasi indifférente.

Dans la première circonscription de Châteaulin, André Tardieu a suscité la candidature d'un homme à lui, M. Larvol. Jean Moulin ne l'ignore pas. Ne pas le soutenir, c'est s'aliéner les faveurs de Paris. C'est même mettre sa carrière en danger. Néanmoins il n'hésite pas. Le soir du premier tour, le 1<sup>er</sup> mai 1932, les résultats sont désagréables pour Charles Daniélou ; il est mis en ballottage.

Or, le lendemain lundi 2 mai, Jean Moulin reçoit une dépêche lui demandant de rejoindre la capitale toutes affaires cessantes. Il ne peut se soustraire à ce qui a le caractère d'un ordre. Il quitte Châteaulin, la mort dans l'âme, présumant d'où vient le coup.

Jean Moulin passe toute la semaine du 2 au 7 mai à Paris, dans l'attente de la communication annoncée. Il éprouve la première profonde exaspération de sa vie et prend une leçon exemplaire de maîtrise de soi-même. Certes, il se sent frustré. Certes, il doit se soumettre à l'arbitraire de la volonté ministérielle. Mais quel magistral service ne lui rendent-ils pas, les manœuvriers de la politique à courte vue !

Le vendredi 6 mai, tandis qu'il erre dans un Paris indifférent à son petit drame, le président de la République Paul Doumer quitte l'Elysée pour se rendre rue Berryer à la vente de livres des écrivains anciens combattants. A peine a-t-il pénétré à l'intérieur de l'Hôtel Rothschild qu'un homme surgit des rangs de la foule et décharge sur lui son revolver, l'atteignant de plein fouet. L'émoi est considérable. Les éditions des journaux du soir répandent brutalement la nouvelle. Les tirages se succèdent à un rythme accéléré, barrés de manchettes gigantesques, jusqu'au dernier qui annonce la mort du président.

Tard dans la nuit printanière, des groupes commentent dans la rue et à toutes les terrasses de café la tragédie. Certains propos laissent percer des commentaires désobligeants à l'encontre des étrangers dès que le bruit court que l'assassin serait un réfugié juif. Mais la vérité est vite rétablie. L'exalté instable et violent s'appelle Gorguloff.

Le ministre de l'Intérieur est responsable de la sécurité du président de la République. La facilité avec laquelle l'attentat a pu être commis accable les services de la place Beauvau. La « communication » destinée à Jean Moulin se perd dans l'effervescence singulière qui agite le ministère.

Deux jours plus tard, le suffrage universel donne une nette

victoire au Cartel de la gauche. Charles Daniélou est élu à Châteaulin <sup>1</sup>.

Dans la nouvelle Chambre la droite, battue, se dissémine en plusieurs petits partis. La gauche, constituée par deux formations importantes, comprend 160 radicaux-socialistes, 131 socialistes S.F.I.O. Elle compte, en plus 10 communistes, 9 socialistes dissidents sous l'étiquette de Unité ouvrière et 27 socialistes français.

Ce n'est pas la nouvelle Chambre qui élira le président de la République. La Constitution de 1875 impose la convocation immédiate du Congrès pour désigner le successeur. C'est donc la Chambre sortante dont les pouvoirs expirent le 31 mai qui est appelée à désigner le nouveau président. Le sénateur Albert Lebrun recueille la majorité dès le premier tour, contre un concurrent socialiste. Homme de haute culture, brillant polytechnicien, sorti premier de l'Ecole des mines, ancien ministre, président du Sénat, républicain éprouvé, tel est Albert Lebrun.

Mais, de l'autre côté du Rhin, au-delà des Alpes, par-dessus la Manche, au-delà des Pyrénées, la vie politique, sociale, économique connaît un bouillonnement intense. A la suite d'une manœuvre du général Groener, le chancelier d'Allemagne Brüning démissionne au profit de Von Papen. Grandi fait entendre les doléances italiennes : son pays se sent à l'étroit.

La jeune République espagnole est, pour sa part, empêtrée dans un désordre consécutif à l'hostilité sournoise des éléments de l'Armée et des grands possédants désireux de provoquer le retour de la monarchie et de ses privilèges.

Quant au Premier britannique, Stanley Baldwin, il est en partie paralysé par la crise anglo-irlandaise. La santé de l'Europe provoque des inquiétudes. Les principales questions à l'ordre du jour sont la stabilisation des prix et l'inflation monétaire.

C'est Edouard Herriot qui forme le premier ministère de législature après avoir rejeté les conditions émises par le parti socialiste pour sa participation, « les programmes étant trop dissemblables pour qu'une entente fût conclue ». Germain Martin est chargé des Finances, Paul Painlevé de l'Air, Albert Sarraut des Colonies, Edouard Daladier des Travaux publics, Camille Chautemps de l'Intérieur.

La décision n'est pas du goût de l'ensemble des députés radicaux-socialistes. Une fraction à l'instigation de Gaston Bergery et Pierre Cot souhaite le maintien de l'alliance conclue avec les socialistes pour les élections. Cela les fait taxer de « bolchevistes » par la fraction du parti conduite par Joseph Caillaux.

---

1. C'est à Paris que Jean Moulin apprend la réélection, en Savoie, de Pierre Cot dès le premier tour, contre Debu-Bridel.

Le qualificatif a des intentions nettement désobligeantes. Joseph Caillaux professe une véritable aversion pour toute la frange d'opinion se situant sur sa gauche. Il ne fait aucune discrimination entre socialistes et communistes comme si la rupture de Tours n'avait pas eu lieu. Une des causes essentielles de son ostracisme et de sa malveillance est la question de l'impôt sur le revenu qui figure au programme des socialistes dont il est un adversaire résolu.

« Les historiens futurs retiendront sans doute comme une étape décisive de l'histoire de l'après-guerre le 9 juillet 1932 », écrit une revue sérieuse, parlant de la signature du « protocole de Lausanne ». La France et l'Allemagne acceptent, chacune pour sa part, de faire des concessions sur leur position initiale. L'une réduit le niveau du solde des réparations de guerre ; l'autre convient d'abandonner son hostilité à la mention des conditions politiques contenues dans le traité de Vervailles et ses prétentions à l'égalité de traitement en matière de désarmement. On se dirige, croit-on, vers une détente dans les rapports entre nations européennes.

La France va pouvoir jouir tranquillement de ses vacances ! Ce ne sont pas les résultats stupéfiants des élections allemandes du 31 juillet qui troublent son euphorie, bien que les nationaux-socialistes de Hitler obtiennent 230 sièges au Reichstag contre 133 aux socialistes, 89 aux communistes et 73 au centre catholique. Aussi, trouve-t-on normal de voir Hermann Goering, le complice de Hitler, accéder au fauteuil présidentiel et entamer, avec le concours des députés communistes, le combat contre la sociale-démocratie et les catholiques.

On berce la somnolence estivale de l'opinion publique française avec des querelles de gros sous. On parle de redressement financier. Il est immodérément question du déficit budgétaire de l'année en cours et des prévisions accablantes concernant celui de 1933. Personne ne perçoit les échos du martèlement des pas cadencés qui résonnent aux frontières allemandes et italiennes ni à celles plus lointaines d'Autriche et de Russie. Par contre, cohortes embrigadées, défilés paramilitaires, masses humaines disciplinées font rêver certains Français. On voit se profiler les Croix de Feu sous l'impulsion d'un colonel dont la faculté de discernement est insuffisante pour lui faire comprendre que ses amis l'entraînent dans une aventure contraire aux intérêts de la France et qui le conduira aux camps nazis de la mort.

Le moins que l'on puisse dire de ces mois de l'été 1932, c'est qu'ils atteignent un degré de confusion qui fait basculer l'opinion dans l'indifférence. Elle abandonne tous les pouvoirs aux hommes chargés de la direction des affaires du pays. Le Français devient le spectateur de son destin.

Jean Moulin perçoit avec acuité ces éléments du drame, mais sa situation ne lui permet d'exercer aucune influence. Alors, il se replie sur lui-même, se livre à une réflexion qui développe en lui sa perception visionnaire et exprimera ce mûrissement humain quelques mois plus tard lorsque, seul face à sa planche à dessin, il trace les illustrations destinées à accompagner le poème de Tristan Corbière, *Armor*, huit eaux-fortes d'une intensité progressive qui aboutit à la moisson des morts. La dernière de ses planches précède d'une quinzaine d'années l'abominable révélation de l'holocauste judéo-européen.

A la même époque, il découvre à Quimper l'art de la céramique. Séduit par le travail de cette terre dans laquelle il peut enfoncer ses mains, il modèle une descente de Croix dont il guette la cuisson et qu'il surprend à sa sortie du four avec des yeux émerveillés. Il en fera don au docteur Tuset.

La session de la Société des Nations, ouverte le 23 septembre précédent en l'absence volontaire de l'Allemagne, clôture ses travaux le 17 octobre après avoir réorganisé son secrétariat général et élu à sa tête un Français à la réputation de « grand citoyen du monde », Joseph Avenol, en remplacement de l'Anglais sir Eric Drummond. La Conférence du désarmement, du fait de la défection allemande, a vu ses travaux réduits à l'activité obscure des commissions. En U.R.S.S., les procès d'intention pour « menées antirévolutionnaires » entamés par ce qui devait se révéler la dictature stalinienne, se poursuivent et aboutissent à l'exclusion de vingt-quatre « camarades » dont Zinoviev et Kamenev.

Aux Etats-Unis, la vie se cristallise autour de la prochaine élection présidentielle. Républicains et démocrates se disputent la Maison-Blanche. H.C. Hoover en est le tenant, F.D. Roosevelt le challenger. Comme à l'habitude, l'Américain se passionne pour le match aux dimensions continentales et demeure étranger aux histoires de l'Europe.

Les élections allemandes du 6 novembre pour le Reichstag ayant fait perdre 34 sièges aux nazis et 12 aux socialistes, l'opinion internationale s'imagine déceler là le signe d'un retour à la conscience démocratique allemande. Illusion un instant suspendue par la proposition de Hindenburg à Hitler, le 19 novembre, de devenir chancelier et reconfortée par le refus de celui-ci. C'était reculer pour mieux sauter.

La France, fidèle à sa volonté de paix, exprimée sans discontinuer par tous ses dirigeants, prépare sous la férule de Paul-Boncour, ministre de la Guerre, son nouveau plan de désarmement. Une novation est apportée dans la position défendue jusqu'alors, celle de ne plus considérer comme irréversibles les clauses militaires du traité de Versailles. La concession est appréciée tant par les Allemands que par les Anglais et les Américains.

Reste à mettre au point le processus du règlement des dettes interalliées. La France les considère liées aux réparations allemandes. Le rejet, par les Etats-Unis, de la thèse française, soulève un problème crucial. Edouard Herriot, président du Conseil, penche pour que la France, en dépit de tout, fasse honneur à sa signature. Il expose son opinion devant les députés dans une atmosphère pesante. Au cours de la nuit du 13 au 14 décembre, il sent s'ourdir une coalition hybride, hors nature, dans laquelle vont unir leurs voix la droite unanime, les socialistes dans leur majorité et les communistes pour qui la signature du pacte de non agression franco-soviétique le 29 novembre ne constitue pas un argument suffisant pour désarmer leur opposition viscérale au radical-socialisme. Au petit matin, désavoué par 402 voix contre 187, il se retire.

Quatre jours plus tard, Paul-Boncour forme le nouveau gouvernement. S'étant réservé les Affaires étrangères, Paul-Boncour appelle à ses côtés, comme sous-secrétaire d'Etat, Pierre Cot. Camille Chautemps demeure à l'Intérieur, Charles Daniélou est ministre de la Santé publique.

Charles Daniélou ministre, Pierre Cot sous-ministre, voilà deux faits importants pour Jean Moulin. Il n'est pas négligeable pour un haut fonctionnaire préfectoral de compter son député de circonscription parmi les membres du gouvernement. A plus forte raison lorsque des liens d'amitié les unissent.

Pierre Cot, le premier, se manifeste. Il souhaite s'adjoindre la collaboration de Jean Moulin. Sans doute le poste qu'il lui propose dans son cabinet est-il secondaire, mais Jean Moulin saisit immédiatement l'intérêt de la proposition et ses implications d'avenir. Aussi n'éprouve-t-il aucune hésitation. Cependant, avant de rendre publique sa réponse, il estime devoir en informer Charles Daniélou. Il le fait par déférence et par droiture, attitude peu commune dans le monde politique. Charles Daniélou pensait-il, aussi, faire appel à lui dans son équipe ? Le dépit qu'il dissimule sous sa bonhomie amusée le laisserait croire. Il lui conseille de ne pas abandonner ses fonctions, de solliciter une mise en congé sans solde et lui rappelle la fragilité des destinées ministérielles.

Jean Moulin, se prépare à pénétrer dans un nouveau monde aux horizons plus vastes, aux perspectives plus lointaines. Il obtient facilement sa mise en congé et devient chef-adjoint au cabinet de Pierre Cot, chargé des relations avec le Sénat. C'est ainsi que le 30 décembre, il assiste, pour la première fois de sa vie, à un grand débat parlementaire. Il peut observer le déploiement des tactiques des divers partis et les réactions des ministres interpellés.

On prétend que cette fin de 1932 constitue une césure histori-

que marquant le terme de la période d'après-guerre. Il est peu probable que les Français en éprouvent le sentiment. Les problèmes demeurent identiques dans leur fond et dans leur forme : crise émonomique, crise financière, crise politique, crise internationale, menaces contre la paix, efforts pour le désarmement.

Jean Moulin a trente-trois ans et demi. Il a, sur bien des points, accumulé une sérieuse expérience. Il sait néanmoins qu'il lui reste beaucoup à acquérir. Il a appris que le meilleur moyen d'y parvenir est de faire son devoir sans défaillance. Il a l'étoffe d'un grand serviteur de l'Etat, d'un de ces grands commis qui font la grandeur et l'illustration du pays. Ses amis sont peu nombreux, mais il leur est acquis sans réserve. Il n'est pas infailible, aussi lui arrive-t-il d'accorder sa confiance par méprise. Sa générosité le conduit à chercher une excuse aux abus dont il est victime. Dépourvu de sectarisme, il n'en a pas moins des opinions très précises et caractérisées. On les connaît. Il est républicain humaniste. Mais il manifeste la plus extrême réserve dès qu'il s'agit d'adhérer à un parti ou à une idéologie. Est-ce parce qu'il s'y sentirait à l'étroit intellectuellement et moralement ? Est-ce parce que son caractère ne s'accommode pas d'impératifs en désaccord avec sa propre échelle des valeurs ? Est-ce, enfin, parce qu'il estime discordants les devoirs inhérents à sa fonction toute vouée au bien public et ceux qui lui seraient imposés par les considérations et les exigences d'un parti ? Il tient à sauvegarder un avantage précieux, acquis grâce au rayonnement de sa personnalité et au climat de chaleur humaine qui préside à tous ses contacts, celui d'une totale liberté à l'égard de toutes les puissances influentes. Sa faculté d'ouverture intellectuelle est totale. Il sait écouter autrui ; qualité rare incitant ses interlocuteurs aux confidences dont il sait garder le secret. Ses adversaires ont de la considération pour lui, le sachant décidé à ne pas sacrifier sa dignité à son ambition.

Sa première expérience du monde ministériel est de courte durée. Six semaines ! Le gouvernement Paul-Boncour mis en minorité le 28 janvier 1933 se retire.

Charles Daniélou avait été de conseil avisé. Jean Moulin regagne sa sous-préfecture avant l'expiration de son congé.

## CHEF DE CABINET DE PIERRE COT

février 1933 - mai 1933

Edouard Daladier constitue son ministère le 31 janvier 1933, quelques heures seulement après l'accession aux destinées de l'Allemagne d'Adolf Hitler, propulsé au rang de chancelier par la complicité de Von Papen. Il conserve le portefeuille de la Guerre, tout comme Paul-Boncour celui des Affaires étrangères, Charles Daniélou celui de la Santé publique, Albert Sarraut celui des Colonies et Camille Chautemps celui de l'Intérieur. C'est Georges Bonnet qui est aux Finances et Pierre Cot chargé du ministère de l'Air.

Pierre Cot cherche d'abord à procéder à un examen approfondi de la situation, à dresser la liste des problèmes qu'il aura à affronter. C'est au terme de cet inventaire qu'il a l'intention de fixer son choix sur les hommes à qui il compte demander de l'accompagner pour l'application d'un programme cohérent et ambitieux. Ce constat, il le résumera quelques années plus tard, en juin 1939, dans un livre :

Jusqu'en 1933, nous avions une aviation militaire, mais pas d'armée de l'air. Notre aviation était tout entière à la disposition des armées de terre et de mer, son matériel et sa doctrine étaient orientés uniquement vers les missions de coopération.

Dès le 1<sup>er</sup> avril, Pierre Cot, par décret, définit le rôle de l'armée de l'air :

Elle doit être capable de participer aux opérations aériennes, aux opérations combinées avec les armées de terre et de mer, et à la défense aérienne du territoire. L'armée de l'air est organisée, inspectée, instruite et entraînée dans ce triple but.

Objectif téméraire ! Il s'agit rien moins que de constituer une armature nouvelle, en vue de la mise sur pied d'une armée autonome, par conséquent de bouleverser des habitudes, de déposer certains de prérogatives laissées à l'abandon, pour les confier à de nouveaux responsables, de trier parmi le personnel en place les hommes aptes à se dépasser, de faire appel, enfin, à des éléments dynamiques nouveaux.

Pierre Cot demande à Jean Moulin de faire partie de son équipe et le nomme chef de son cabinet civil. Son directeur de cabinet est un autre fonctionnaire, M. Haguenu.

Parmi les autres personnalités du cabinet civil, il convient de citer notamment Henry Puget, André Garnault, Louis Joxe, Fernand Hederer, Corbin, Dekeyser et comme techniciens du matériel d'aviation Claude Joseph Teyssier et Paul Troy.

L'ensemble de ces collaborateurs ont rapidement formé une équipe étroitement soudée, grâce à l'ascendant de Pierre Cot, que tous admirent et aiment. Il était pour eux le « premier de cordée » et l'on ne pouvait déceler parmi eux aucun sentiment de jalousie ou de désir de se mettre en avant au détriment des autres membres de l'équipe.

Toutefois Jean Moulin s'est particulièrement intéressé à l'aviation populaire dont il était un prosélyte convaincu et convaincant. Mais ce n'était qu'une partie de sa tâche.

Jean Moulin apparaît au début marqué par un comportement empreint de réserve et il faut plusieurs semaines avant que d'avoir l'impression de connaître les divers aspects de sa personnalité<sup>1</sup>.

#### M. Haguenu découvre peu à peu

que Jean Moulin a une force de caractère qui transcendait sa compétence administrative et son goût du travail bien fait. On le sentait animé d'une passion : la passion de bien servir l'Etat républicain, et de travailler à une réforme des services publics de façon que, concédés ou si nécessaires nationalisés, ils soient gérés dans l'intérêt de tous et dans un esprit social.

Cette passion était servie par une énergie exceptionnelle et, si son intelligence lui permettait d'analyser sans illusion les obstacles à la réalisation d'une réforme, son caractère volontaire l'incitait à les considérer comme surmontables pour peu qu'on fit preuve d'une détermination sans faille.

Il n'était enclin ni aux transactions, ni le moins du monde à la résignation. C'était le prototype de l'homme *d'action*.

---

1. Témoignage H. Haguenu.

Il se crée entre M. Haguenau et Jean Moulin

un climat de grande confiance. On ne peut dire qu'ils deviennent camarades au sens banal du mot, parce que dans cette période, qui a été surtout celle de l'avènement de Hitler, le cabinet travaille « en haute tension » et il restait bien peu de temps pour la vie privée et les conversations intimes.

Aux portes de la France, Hitler, dans sa proclamation de prise de pouvoir, reprend les thèmes doctrinaires développés dans son livre *Mein Kampf* :

Le gouvernement de relèvement national veut travailler — il travaillera...

Il est résolu à réparer en quatre ans, les fautes de quatorze années passées. Mais il ne saurait soumettre l'œuvre de reconstruction à l'appréciation de ceux qui sont responsables de la débâcle.

Les partis du marxisme et de ses suiveurs ont quatorze années durant eu le temps de montrer leur savoir-faire. Le résultat est un champ de ruines.

Eh bien ! peuple allemand, donne-nous quatre ans puis tu pourras nous juger.

Ce langage recèle le ferment qui fera lever chez tous les nostalgiques d'un ordre dur proche du bellicisme, une terrible soif de prise du pouvoir. En regardant avec envie vers le succès national-socialiste, les partis de droite, en France et en Europe, souscrivent à ce programme étonnant dont le contenu réel échappe à l'analyse de la majorité des observateurs. Ils reconnaissent à l'Allemagne le droit « d'abandon » de la coopération avec la France, celui de l'établissement de « bonnes relations » avec la Russie soviétique, le resserrement de l'amitié avec l'Italie, l'harmonisation de ses rapports avec l'Angleterre.

Cependant, Edouard Daladier, dans sa déclaration ministérielle, avait lancé une mise en garde :

Le gouvernement qui se présente devant vous doit faire front avec énergie aux difficultés matérielles et morales que la crise économique et financière a fait surgir en France, comme dans toutes les nations. Inquiétude des esprits, besoins plus ou moins obscurs et troubles de changements profonds, illusions que le recours à des solutions d'aventure pourraient bien être le seul remède aux maux présents, tels sont les caractères de ce désarroi...

Quels Français supportent à ce moment les véritables prolongements des rodomontades hitlériennes. Hitler, pense-t-on, est

*La légende qui s'est emparée de Jean Moulin n'a laissé en lumière que les dernières années de sa vie et ce jour mémorable de décembre 1974 où le général de Gaulle accompagna, jusqu'aux marches du Panthéon, le cercueil de celui qui fut son délégué. On connaît le héros, on ignore l'homme. Henri Calef a voulu combler cette lacune. Il a recherché et interrogé plus de cinquante personnes qui ont travaillé auprès de Jean Moulin et avec lui.*

*A travers ces interviews se dessine une personnalité fascinante. Avant tout Jean Moulin fut foncièrement républicain. Il servit avec une droiture inébranlable la III<sup>e</sup> République dont il fut le plus jeune préfet. De la Savoie au Berry, de la Bretagne à l'Artois et au Languedoc en passant par les cabinets ministériels parisiens, Jean Moulin fut fidèle à la tradition républicaine d'égalité, de fraternité et de liberté. Son intransigeance n'acceptait pas la moindre concession aux doctrines totalitaires de quelque horizon qu'elles viennent, son intégrité ne pouvait s'accommoder du régime de Vichy : il fut le premier haut fonctionnaire à avoir rallié le gaullisme. Son rayonnement fit naître bien des dévouements mais aussi des jalousies dont il voulut ignorer les petitesesses. Les témoignages recueillis par Henri Calef constituent le plus bel hommage de respect et d'admiration que la mémoire d'un homme puisse souhaiter. A l'héroïsme discret de Jean Moulin s'attache une fidélité qu'aucune ombre n'est parvenue à ternir.*

*Personne ne l'a vu mourir et sa disparition demeure la seule énigme d'une vie exemplaire. Peut-être fallait-il cette fin mystérieuse pour parfaire l'image du héros type des temps modernes, entré vivant dans la légende.*

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

\*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Avec le soutien du

